

Communiqué du 05/12/2008

Quand l'humour flirte avec la xénophobie, c'est la démocratie qui est en danger

Il n'appartient pas à la Ligue des droits de l'Homme et du citoyen d'interférer dans des débats entre élus politiques.

Toutefois la nature des propos prononcés à l'encontre M. Ahmed Laouedj maire adjoint chargé de la vie associative de la ville d'Aulnay Sous Bois, sur un site très proche de l'ancienne majorité, nous conduit à donner notre opinion.

Au moment où nous célébrons la semaine de l'égalité et bientôt le 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, nous sommes profondément choqués de voir comment les propos de certains, soit disant situés sur le terrain de l'humour, fleurent le mauvais goût et flirtent avec la xénophobie.

Si la liberté d'expression est un principe constitutionnel, son corollaire est le respect de l'autre. On a toujours le droit de critiquer des idées, des opinions, mais en aucun cas, de s'en prendre aux individus pour ce qu'ils sont.

Les propos tenus à l'encontre de M. Ahmed Laouedj sont pour le moins méprisants et ont un fort relent xénophobe. Ils sont encore plus critiquables quand ils émanent de personnes qui se targuent de valeurs républicaines et encore plus quand ils émanent d'élus du suffrage universel ou de personnes se réclamant de ces élus. Ces personnes devraient être, au contraire des modèles du vivre ensemble notamment pour les jeunes générations. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tel n'est pas le cas en l'espèce.

Tous ceux qui exercent des responsabilités publiques, quelles que soient leurs responsabilités, se doivent encore plus que tout autre de mesurer les conséquences de leurs propos surtout dans notre ville, notre département, qui cumulent tant de stigmatisation et d'exclusion vis à vis des pauvres, des jeunes et plus largement des habitants des « cités » ce qui aggrave les inégalités sociales et territoriales, alimente les discriminations, le racisme et l'antisémitisme et peut conduire aux pires violences. Il en va des responsables politiques comme de ceux qui développent de nouveaux media grâce aux nouvelles techniques de communication.

On est en droit d'attendre d'eux une attitude digne et responsable dans le débat démocratique. A défaut, comment s'étonner que les plus jeunes de nos concitoyens se détournent de la vie politique ? De tels comportements, que nous espérons irréflechis, discréditent la classe politique et les médias dans leur ensemble.

La LDH fait donc appel au sens civique de chacun afin que tous puissent retrouver la raison et s'attacher ensemble à défendre les valeurs républicaines qui sont tout sauf le mépris et la haine de l'autre.